

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

FACE À L'INERTIE DES AUTORITÉS CONCERNÉES

Les retraités du Snapap de Béjaïa mobilisés contre la cherté de la vie...

Les retraités du Snapap de Béjaïa, mobilisés contre la cherté de la vie il y a quelques jours, avaient appelé à une grève du couffin. L'explosion des prix de la mercuriale fait de plus en plus réagir les consommateurs, du moins les plus éprouvés par la précarité, dont les retraités aux petites pensions.

L'appel de la branche des retraités de Béjaïa affiliée au Snapap, Syndicat national du personnel de l'administration publique, largement diffusé et affiché à travers les rues du chef-lieu de wilaya, avait le mérite de la clarté : boycotter les étals et les marchés hebdomadaires de fruits et légumes les 23, 24 et 25 avril. Comme par enchantement, les ménages modestes ont remarqué — la veille de ces



dates — une baisse sensible des prix ! Le Snapap avait exhorté au couffin vide «les retraités ainsi que tous les citoyens et citoyennes de Béjaïa et des alentours», seule voie considérée à même d'infléchir l'envolée des prix. En préambule de la déclaration affichée, le syndicat battait en brèche les arguments avancés par les uns et les autres,

pour justifier cette hausse démesurée des prix, telles les intempéries, la période de soudure des productions agricoles...

Le Snapap dénonce les «barons du marché» qui imposent leur «diktat», au nom de l'offre et de la demande, et par prolongement, l'«absence» de réaction de la part des autorités compétentes en la matière, ce

qui est considéré comme un aveu d'échec. Le syndicat avertit, enfin, que d'autres actions peuvent «éventuellement» être programmées à l'avenir.

Pour un autre système de retraite

Le Snapap de Béjaïa remet à l'ordre du jour la question des retraites. Le conseil syndical de la branche des retraités, tenu le mois passé, convie les pouvoirs publics et les autres partenaires sociaux à plancher sur une véritable réforme du système des retraites. Dans une déclaration ayant sanctionné la réunion, est

charpentée la première reconsidération exigée. Elle est foncièrement basée sur un calcul des pensions systématiquement lié au pouvoir d'achat et à l'inflation.

Ainsi en l'état actuel des choses, sont réclamés : une estimation des pensions à 100% des cotisations en lieu et place de 80% ; une actualisation des pensions avec une augmentation à hauteur de 40% et ce, avec effet rétroactif à compter de l'année 2010 ; l'alignement des petites pensions quelle que soit leur nature avec le SNMG ; la suppression de l'IRG pour les pensions inférieures à 50 000 DA ; la majoration pour conjoint à charge portée à 5 000 DA. A côté de ces revendications sont demandées l'indexation des loyers sur le réel perçu ; la révision des barèmes de remboursement par la Cnas ; la suppression par cet organisme du préalable de l'accord du médecin conseil pour les ordonnances dépassant 2 000 DA et la délivrance de prises en charge totales par la Cnas des retraités atteints de certaines maladies dont les soins sont très coûteux (sclérose, glaucome...).

A noter enfin un retour à la charge pour l'abrogation de l'article 87-bis du code de travail.

LSR

RELEVER L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE

Le mauvais remède du FMI face au «risque de longévité»

Jugeant l'allongement de l'espérance de vie sous-estimé et feignant d'ignorer le chômage de masse, le Fonds monétaire international (FMI) invite les Etats à relever l'âge de départ à la retraite. La retraite ? Pour le FMI, pas de surprise, c'est avant tout un risque financier. Et un risque qui est probablement sous-estimé, affirme le FMI dans son dernier rapport semestriel sur la stabilité financière dans le monde. Se basant sur une sous-estimation moyenne de la longévité par le passé de trois ans, le Fonds fait ce calcul : si, d'ici à 2050, la durée de vie moyenne se rallonge de trois ans par rapport aux prévisions, «le coût du vieillissement, déjà élevé, augmentera de 50%». «A l'échelle mondiale, cette augmentation équivaut à des dizaines de milliers de milliards de dollars.» Et les experts de lancer cet avertissement : «Le risque de longévité

menace de saper la viabilité des finances publiques dans les années et décennies à venir, compliquant des efforts de rééquilibrage de long terme en réaction aux difficultés budgétaires.» La solution ? «Il faut agir sur plusieurs fronts, notamment relever l'âge du départ en retraite (obligatoire ou volontaire), augmenter les cotisations aux caisses de retraite et réduire les prestations à financer.» «La meilleure politique serait de lier le droit aux pensions de retraite publiques aux évolutions réelles de la longévité (...), de préférence par des ajustements automatiques ou périodiquement effectués grâce à une formule mathématique afin d'éviter un débat public récurrent sur le sujet», explique le FMI. Avant d'inviter à agir sans délai dans ce sens : «Les initiatives en ce sens mettront des années à porter leurs fruits et il sera d'autant plus diffi-

cile de traiter ce problème si les mesures correctives ne sont pas adoptées à temps.»

Il n'entre visiblement pas, dans le schéma de pensée des dirigeants du FMI, que l'emploi joue un rôle déterminant pour la santé financière des systèmes de protection sociale. Et que reculer l'âge de la retraite, alors que de très nombreux seniors sont d'ores et déjà évincés de l'emploi bien avant d'avoir atteint ce seuil, reviendrait tout simplement à allonger la période de chômage, et à faire des «économies» pour les caisses de retraite, en reportant les coûts sur l'assurance-chômage et les dispositifs de solidarité. De même exclut-on, logiquement, dans ce temple du libéralisme, l'idée d'une mise à contribution, pour financer la retraite, des revenus financiers dont la croissance folle est à l'origine de la crise.

Djilali Hadjadj

Idées : Impliquer les mutuelles pour une retraite complémentaire

Un lecteur interpelle les cadres des assurances sociales, de la CNR et des mutuelles à propos de la retraite complémentaire. «Dans le but d'améliorer la situation des retraités et alléger le poids financier que subit la CNR, la participation des mutuelles est très utile, à savoir prendre en charge les 20% comme une indemnité représentant une retraite complémentaire comme dans certains pays. A ce propos, je m'explique : bon nombre de retraités étant mutualistes et

ayant cotisé durant bon nombre d'années auprès de mutuelles. Ce qui est décevant, une fois ce salarié mis à la retraite, il n'a droit à aucune prestation sociale. Ma question : à quoi bon adhérer à la mutuelle ?

A qui profitent les cotisations de ces pauvres travailleurs ? Devant ces distorsions, il est souhaitable d'étudier cette situation pour la participation financière des mutuelles vis-à-vis de retraités.»

Belhout Saïd

La FNTR de Tizi-Ouzou interpelle le conseil d'administration de la CNR sur la revalorisation annuelle des pensions de retraite

Le bureau de wilaya de la FNTR de Tizi-Ouzou, affiliée à l'UGTA, nous a fait parvenir le communiqué suivant : «Les membres du bureau de wilaya FNTR-UGTA de Tizi-Ouzou, réunis ce jour 23 avril 2012, avec la participation des secrétaires généraux des comités de daïra, ont procédé à l'examen détaillé de la situation des retraités. Après un débat fructueux et un échange de points de vue, les membres présents sont parvenus à un constat amer qui laisse clairement apparaître le désarroi des retraités dont le pouvoir d'achat connaît un effondrement sans précédent, en dépit des dernières augmentations, pourtant qualifiées «d'historiques». Devant une telle situation, la majorité des retraités doit se contenter, encore longtemps, de regarder du côté des étals achalandés de fruits et légumes, sans pouvoir y accéder à cause des prix prohibitifs qui y sont affichés. Ils ne peuvent même plus se rabattre sur les légumes secs et les pâtes alimentaires qui sont

devenus un luxe, à cause de leur coût qui a plus que triplé. Les pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, ainsi que la centrale syndicale UGTA, sont plus que jamais interpellés en vue de mettre un terme, une bonne fois pour toutes, à la précarité des retraités qui sont loin d'être rétablis dans leur dignité, contrairement aux affirmations attendues ici et là.

Les retraités de la wilaya de Tizi-Ouzou se considèrent mobilisés jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications. Le secrétariat fédéral FNTR/UGTA est encore une fois interpellé en vue d'initier des actions d'envergure à travers le territoire national pour faire aboutir, dans son intégralité, notre plate-forme de revendications. Le conseil d'administration de la CNR est interpellé pour tenir la réunion dans les meilleurs délais possibles, afin d'annoncer les augmentations : la revalorisation annuelle conformément à la loi, et la majoration pour conjoint à charge.» Fin de citation du communiqué.